

Face au libéralisme autoritaire et guerrier, faisons front commun pour imposer notre projet de transformation sociale

La crise du capitalisme s'approfondit. Donald Trump, réélu Président des États-unis, compte détruire les agences de services publics, notamment le ministère de l'éducation, et déporter entre 15 et 20 millions de migrant·es. Elon Musk, qui vient d'être nommé Ministre de l'efficacité gouvernementale, veut littéralement détruire toutes les agences fédérales chargées du contrôle des normes et des régulations et en finir avec tout ce qui ressemble là bas à des éléments de la fonction publique en France. Son projet est du même type que celui de Javier Milei. Le ministre Guillaume Kasbarian s'est publiquement réjoui de cette nomination, prenant pour modèle l'extrémisme le plus outrancier de ploutocrates autoritaires dont la toute puissance est légitimée par la victoire de Trump. Il faut les arrêter immédiatement !

Si loin, si proche...

Guerre en Ukraine qui s'éternise, attaque israélienne contre le Liban et affrontements directs avec l'Iran, guerre d'extermination à Gaza s'en prenant aux civils comme aux organisations humanitaires, tensions entre la Chine et les États-Unis autour de Taïwan : le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. Et il apporte toujours plus son lot de destructions. La guerre se déroule loin de la France mais cette dernière n'a porté ni message de paix ni dénonciation des crimes perpétrés par Israël. Elle continue de faire reposer en partie son économie sur la vente d'armes puisqu'elle est devenue la deuxième exportatrice. Le Ministère des armées assume une entrée en « économie de guerre » et le Ministre, à l'instar du terme « réarmement » employé par Macron, considère que la guerre doit à présent imposer sa logique propre. Il assume que l'école doit jouer son rôle dans ce nouveau paradigme (entretien sur France inter en janvier 2024 où il parle de « réarmement civique » au service d'une « résilience nationale »). Le gouvernement a fait feu de tout bois pour minimiser les crimes du gouvernement Netanyahu sous couvert de lutte contre l'antisémitisme.

Dans ce contexte, les extrêmes droites progressent, à l'instar de la réélection de Donald Trump aux États-Unis ou des scores réalisés lors des élections régionales en Allemagne et lors des européennes et des législatives en France. Leurs idées, telles que le climato-scepticisme, sont largement diffusées et acceptées par les médias de masse.

La catastrophe des inondations dans la région de Valence en Espagne mais également en Italie et dans le sud de la France est là pour nous le rappeler : personne n'est épargné par le changement climatique.

C'est pourquoi le SNES, avec la FSU, jouera à plein son rôle de premier syndicat de transformation sociale en livrant son analyse du traitement médiatique et politique des conflits armés et en développant un contre-discours de paix.

Et le SNES-FSU rappellera les périls écologiques qui procèdent de cette même propension à détruire le vivant.

Sous le signe de l'hexagone...

En France aussi, l'extrême droite est à la manœuvre. Après s'être assis sur les résultats des élections législatives, Emmanuel Macron a dû demander l'aval de Marine Le Pen avant de nommer Michel Barnier Premier ministre. Celui-ci a composé un gouvernement d'alliance des droites. Dès ses premiers jours, Bruno Retailleau remettait en cause l'état de droit, s'en prenait aux migrant·es et affichait son objectif : « l'ordre, l'ordre, l'ordre » ; entendez « répression, répression, répression ». Il y a d'ailleurs une volonté de stigmatiser la jeunesse des quartiers populaires plutôt que de mettre en place les moyens d'une politique ambitieuse.

L'ED constitue un débouché trouvé par la bourgeoisie capitaliste pour poursuivre ses réformes antisociales. Pour maintenir l'ordre qui leur donne le pouvoir et l'argent, les dominant·es utilisent la stratégie qui consiste à diviser pour mieux régner, quitte à sacrifier les droits des femmes, des migrant·es (criminalisation dans les médias, harcèlement policier, manques de moyens dans l'École...), des personnes LGBTQI et des personnes racisées.

La lutte contre les idées d'extrême droite reste une priorité pour le SNES-FSU.

Dans le sillage de l'extrême droite, la diffusion des idées masculinistes progresse égalemen..

De ces idées, découle une banalisation des violences faites aux femmes, autre « grande cause nationale » annoncée puis méprisée par Macron. Le nombre de féminicides, n'a pas diminué, faute de moyens alloués à cette cause.

Ce gouvernement de combat contre les classes populaires et les mouvements sociaux a présenté un budget d'austérité renforcée. Son absence de légitimité se traduit par le fait qu'il n'a d'autre choix que d'user une énième fois de l'anti-démocratique article 49-3 pour imposer sa politique : gel de la revalorisation des pensions de retraites pendant 6 mois, suppressions de 4000 postes d'enseignant·es, politiques anti-immigré·es, attaques massives contre la Sécu et les services publics. Les mesures ponctuelles visant à taxer les plus grandes richesses et certaines « entreprises » ne trompent personne : ce sont les classes populaires qui vont une nouvelle fois payer la facture du « quoi qu'il en coûte » pour sauver les puissant·es.

Les projets du gouvernement : amoindrir à 90 % les indemnités des fonctionnaires en arrêt de travail, le passage à trois journées de carence et la suppression d'un nouveau jour férié pour tous·tes les travailleur·euses sont inacceptables. Ce n'est pas aux fonctionnaires, ni à l'ensemble des salarié·es, ni aux retraité·es par ailleurs, de payer la crise engendrée par les exonérations fiscales des grandes fortunes !

Ces choix budgétaires accroissent encore la paupérisation et la sape de l'hôpital public, et notamment de la psychiatrie - prétendument cause de l'année 2025 – alors qu'on sait que la santé, notamment mentale, se dégrade dans l'ensemble de la société .

Le manque de professeur·es (comme dans l'ensemble des professions dites du *care*) s'explique aussi par les dégâts que produisent les logiques managériales issues du néo-libéralisme. Dans notre métier majoritairement porté par les femmes, elles sont en première ligne face à ces difficultés, quand, dans le même temps, leurs problématiques de santé propres, les violences symboliques, psychologiques, physiques ou sexuelles qu'elles subissent sont invisibilisées.

Autre conséquence directe de ce budget d'austérité, les collectivités territoriales, dont les dotations de l'État chutent, reportent ces coupes sur les dotations à l'École. Ainsi, un grand nombre d'entre elles font de la surenchère austéritaire en réduisant leurs dotations aux collèges et aux lycées et en les enjoignant de fermer les crédits pédagogiques, mettant fin à toute ouverture culturelle via les sorties et les voyages scolaires. Ce sont aussi les droits sociaux alloués aux plus précaires et émanant de ces collectivités, ainsi que la protection de l'enfance déjà aux abois, qui vont une nouvelle fois pâtir des choix, notamment des conseils départementaux tenus par la droite.

D'autre part, la note d'octobre de la Depp souligne que l'âge moyen de départ à la retraite des enseignant·es a augmenté à 61,9 ans en raison des réformes successives, ce qui se traduit par une pension avec une moindre décôte qui parviennent, davantage que les femmes à retarder leur départ..

La riposte doit être la plus large et la plus unitaire possible, avec l'intersyndicale interpro et celle de la Fonction publique, mais aussi les associations et pour porter un projet de rupture sociale et écologique. Le programme du NFP, que le SNES a soutenu, doit rester un point d'appui. Le SNES-FSU portera haut la nécessité d'un combat offensif contre cette dégradation des conditions de travail et la destruction méthodique de la fonction publique.

La sécurité de l'emploi...

Le personnel politique nommé aux MEN (AOC, Anne Genetet, Alexandre Portier) ainsi que tous les rapports et scandales médiatiques ont mis au centre du débat sur l'école la question du dualisme scolaire. Le financement alloué aux « écoles de production » l'illustre clairement. *Le scandale du séparatisme social de l'enseignement privé financé par des fonds publics est exposé au grand jour et rend d'autant plus légitime, puisque c'est de l'argent public qui finance ces écoles privées., la revendication d'une nationalisation sans indemnité ni rachat,*

Il y a par ailleurs des milliards d'euros à récupérer, actuellement investis dans la militarisation de l'école, dont le SNU n'est que la pointe émergée de l'iceberg.

L'école est la cible privilégiée des mouvements réactionnaires et de l'extrême droite. Nous mènerons la bataille idéologique contre la mise au pas des jeunes, pour une école de

l'émancipation.

Le 21 octobre 2024, le ministère de l'Éducation Nationale a été obligé d'annoncer un recul sur la mise en place des regroupements de niveau en 4e et en 3e tout en maintenant le dispositif sur une partie de l'horaire. C'est une avancée mais qui reste très insuffisante car elle consomme du temps de cours et maintient un tri (même sur un temps partiel) des élèves. La mise en place très divers des regroupements de niveaux au sein des collèges démontre l'importance des rapports de force pour obtenir gain cause qui doit être mis en avant. Cela pose cependant le souci d'une explosion du cadre national qui conduit à l'inverse à des situations préoccupantes dans le tri des élèves dans certains établissements.

La volonté du gouvernement est la précarisation et la taylorisation des métiers, via la mise au pas des personnels. En transformant ses missions, il fait des enseignant·es de simples exécutant·es de fiches préremplies et de manuels d'État labellisés, sans capacité de regard critique sur leurs pratiques. Cette dépossession du métier ne peut que conduire à une perte du sens du travail et à ses conséquences : dépressions, burn out, démissions, etc.

Lors de son audition au Sénat le 22 octobre 2024, la ministre de l'Éducation nationale, Anne Genetet, a proposé de doubler les remplacements de courte durée via le Pacte pour 2024-2025, tout en soulignant la nécessité de contrôler l'effectivité des heures rémunérées dans ce cadre.

Cela ne résout en rien la crise de recrutement. C'est en poursuivant la lutte contre le Pacte et pour la revalorisation du point d'indice, contre le « Choc des savoirs », contre les classes prépa 2nde que le SNES FSU se mettra en position de contrer les politiques de remise en cause des services publics et les menaces sur le statut de la Fonction publique.

Pour résister, étant donné l'état de crise du métier, il serait malvenu de nous lancer dans des campagnes solitaires et non préparées, que les collègues ne suivront pas. Nous devons continuer à nous tourner vers le public et les usager·es pour sortir remobilisé·es et donner des perspectives aux personnels qui se sentent le plus isolé·es. Ne partons pas dispersé·es, créons des dynamiques locales et nationales dans les cadres les plus larges possibles pour défaire les projets réactionnaires de ce gouvernement illégitime soutenu par l'extrême droite.

Le SNES-FSU doit favoriser, populariser et aider à organiser toutes les mobilisations et initiatives locales progressistes, unissant personnels et usagers du service public d'éducation, mais aussi inter-professionnelles.

C'est la mise en perspective de la portée politique des questions éducatives qui permettra de convaincre les personnels et l'ensemble des militant·es syndicaux.

Le SNES-FSU travaillera d'ores et déjà à informer les enseignant·es sur les dangers d'instrumentalisation des manuels scolaires non seulement avec leur labellisation par l'État, mais aussi parce que les éditions Hachette sont sous la coupe de Vincent Bolloré, milliardaire acquis aux idées d'extrême droite.

Le SNES doit activer son réseau de S1 afin de diffuser la journée de mobilisation contre les violences faites aux femmes qui aura lieu selon les départements le samedi 23 novembre ou le lundi 25 novembre. Par ailleurs, nos collègues sont souvent soumises à des remarques sexistes et des comportements inacceptables dans l'exercice de leurs fonctions. Le SNES doit les outiller face à ces agressions, notamment avec un plan de formation déclinée dans toutes les académies.

Sur l'ensemble de ces fronts, pour s'assurer de construire un véritable rapport de force à même de contrer ce qui nous menace, inspirons-nous des modalités de lutte nées localement lors de la Réforme des retraites et du Choc des Savoirs et insufflons les à l'ensemble du territoire. Il faut mener la lutte du local au national à toutes les échelles : SN, FSU, Intersyndicale et interpro, lien avec les associations et les partis politiques. A ce titre, le SNES et la FSU seront parties prenantes des initiatives, notamment intersyndicales, de grève et de mobilisation, qui seront lancées au mois de novembre et de décembre contre le budget d'austérité et les nouvelles contre-réformes réactionnaires.

La grève prévue le 5 décembre doit être le point de départ d'une lutte dure et déterminée. Le SNES-FSU, avec la FSU et toutes les forces progressistes qui voudront bien s'y joindre, doit populariser et réunir des assemblées générales de grévistes les plus larges possibles. Il doit d'ores et déjà envisager la reconduction de la grève, en décembre, mais aussi à la rentrée de janvier si besoin, sous la forme d'un ultimatum au gouvernement.